

## **SÉANCE DE CLÔTURE**



**DISCOURS DE CLÔTURE DE M. JORGE LOZOYA**  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COOPÉRATION IBÉRO-AMÉRICAINE

Je vous remercie, Monsieur le Secrétaire général,

**J**e serai fort bref. Très sincèrement, je pense que, grâce au travail de tous les participants, nous sommes parvenus à faire connaître nos intérêts communs et multiples. Par ailleurs, et ce n'est pas moins important pour autant, nous sommes aussi, grâce au travail en commun, arrivés à établir un dialogue franc sur ce que sont nos différences – dont certaines sont très importantes et significatives. Tout cela m'amène à affirmer, Monsieur le Secrétaire général, que le travail qui a été fait ici a été très efficace et très pratique.

Si j'ai parlé de l'efficacité des débats et des conclusions qui viennent de nous être présentées, c'est parce que nous avons pu aborder avec beaucoup de professionnalisme tous les points de l'ordre du jour, et cela est une preuve patente que les différentes instances ont bien fait leur travail, en réunissant ici à Paris les meilleurs : vous, Mesdames et Messieurs, de façon à ce que, en toute indépendance, vous traitiez ces sujets comme vous l'avez fait.

Notre principale préoccupation et notre but commun sont de renforcer et d'élargir l'espace commun de nos civilisations dans ce contexte de mondialisation et nous y sommes parvenus. Nous constatons qu'à nous tous nous possédons beaucoup d'éléments qui nous permettent de coopérer, d'agir effectivement, de nous consacrer à des tâches concrètes qui, pour certaines d'entre elles, revêtent un caractère de priorité.

Je voudrais donc, au nom du secrétariat de la Coopération ibéro-américaine, remercier chacun d'entre vous, vous remercier tous de votre participation et vous dire que nous resterons en contact avec vous. Une toute dernière chose : qu'il me soit permis, au nom de mon organisation, de vous remercier, Monsieur le Secrétaire général, de votre hospitalité tellement chaleureuse, une hospitalité de gentleman.

**DISCOURS DE CLÔTURE DE M. BERNARDINO OSIO**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION LATINE

L'Union latine se félicite de l'événement que constitue cette réunion à Paris de nombreux acteurs de la vie linguistique et culturelle de ces trois espaces impliqués par une latinité diversement construite dans l'histoire, qui se rejoignent pour affronter les défis de la mondialisation et saisir les opportunités de la modernité.

Nous nous réjouissons également de pouvoir nous retrouver pour assurer un suivi concret à ces travaux, le 28 mai à Rome, à l'occasion de la célébration pour la première fois du Jour de la latinité institué par notre organisation.

Mes collaborateurs, qui ont assisté à toutes les tables rondes, m'ont fait part de la qualité et de l'intensité des débats dont je remercie tous les participants. Ayant pu suivre personnellement ceux du groupe "Culture et économie", je voudrais souligner ici que nous devons choisir des priorités dans chaque domaine d'action et mettre l'accent sur des urgences comme l'organisation d'un tourisme cohérent avec la mise en valeur et la protection des sites de la latinité centrale à la latinité extrême, dans leur environnement de paysage. D'autres urgences relèvent d'une coopération universitaire dynamique, comme la mise en réseaux de données et les programmes d'échange, d'une coopération dans le domaine de l'industrie des langues pour des outils de traduction automatique inter-latins. Et puis n'oublions pas que les langues s'apprennent et s'enseignent et que le multilinguisme des politiques linguistiques est un garant du plurilinguisme des espaces locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Soyez assurés que l'Union latine s'engagera de façon active dans cette coopération.



**DISCOURS DE CLÔTURE M<sup>ME</sup> DULCE MARÍA PEREIRA**  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE DE LA COMMUNAUTÉ DES PAYS DE LANGUE PORTUGAISE

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Monsieur Boutros Boutros-Ghali,

**A**u nom de la Communauté des pays de langue portugaise, et en particulier de son secrétariat exécutif, nous voudrions vous remercier de tous les efforts que vous avez déployés, vous remercier de votre solidarité, de votre capacité politique qui a permis cette rencontre qui s'est déroulée de façon tellement efficace. C'était un véritable défi qui nous était lancé d'établir un dialogue honnête, ouvert et productif entre nos trois mondes, et nous y sommes parvenus.

Le Secrétaire exécutif félicite et remercie tous les participants de ce qu'ils ont fait. A la suite de cette rencontre nous allons, de notre côté, faire nos devoirs, dans les divers Secrétariats, à la hauteur des importantes recommandations proposées, tellement diverses, qui nous aideront à faire une carte exhaustive des intérêts communs, à comprendre et à expliciter les principaux problèmes qui se posent dans nos pays, dans nos populations. Cette définition d'intérêts nous permettra de dépasser d'éventuels scepticismes par la construction de références pour une meilleure relation à l'avenir, pour une meilleure expression de notre capacité humaine de produire des relations plus appropriées, de nouvelles références pour l'expression de nos différences.

Plusieurs points essentiels ont été abordés, auxquels chacun d'entre nous prêter attention. Tout d'abord, la nécessité de construire de nouvelles formes d'expression, notamment à partir des possibilités

offertes par les grandes transformations et les conquêtes de la science, le numérique en particulier ; l'appui à la consolidation des États démocratiques ; mécanismes pour la promotion des échanges, la circulation de biens et de personnes ; combat rigoureux à toutes les formes de corruption et aux trafics illicites, sans oublier le trafic des êtres humains ; échange culturel et économique, échange dynamique en faveur du développement, et surtout pour que nous puissions élargir les possibilités d'utilisation commune des ressources produites par l'humanité, notamment celles assurant une meilleure qualité de vie. Voici les sujets importants autour desquels nous essayerons de donner suite à notre travail commun.

Une chose encore qui est importante et qui dépend de nos décisions à nous : nous essayerons de proposer et d'assurer la continuité à tous les processus qui ont été engagés ici en créant les conditions requises pour permettre un échange dynamique à travers des co-productions, des co-éditions, des partenariats gouvernementaux, intellectuels, à différents niveaux, notamment des partenariats pour le développement de la science, le développement des relations économiques. Il s'agit, dans bien des cas, de réorienter des ressources plutôt que de mettre à disposition de nouvelles ressources.

Enfin, nous tenons à vous remercier de l'occasion qui nous a été offerte de nous retrouver ici. Notre dialogue se continue à Rome, et se consolidera sans doute dans d'autres espaces. Nous proposons une série de réunions de travail, ce qui veut dire que nous nous engageons pour la suite des travaux.

Je vous remercie.



**DISCOURS DE CLÔTURE DE M. FRANCISCO JOSÉ PIÑÓN**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES ÉTATS IBÉRO-AMÉRICAINS

Merci, Monsieur Boutros Boutros-Ghali,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

**E**n mai dernier, nous nous sommes retrouvés avec M. Boutros Boutros-Ghali, à Paris. A l'époque, nous avons commencé à imaginer une rencontre de la nature de celle qui se déroule aujourd'hui. De longs chemins ont été parcourus par les diverses organisations depuis cette date, qui nous ont conduit jusqu'ici. Nous sommes ainsi parvenus à entendre les messages portés par les rapports des trois tables rondes. Nous nous rendons compte que la grande qualité de chacune des interventions, la grande qualité de chacun d'entre vous a permis de prouver que la méthode de travail que nous avons proposée, un dialogue entre des perspectives culturelles diverses avec malgré tout un dénominateur commun important, était une bonne méthode de travail, et c'était la méthode qu'il fallait retenir si nous voulons, dans les années qui viennent, poursuivre sur cette voie, et si nous voulons relever le défis de cette diversité culturelle que nous souhaitons maintenir et dont nous connaissons la force.

Il faut que nous ne perdions pas cette énergie dans cet exercice. Beaucoup de défis nous étaient lancés, il reste à envisager beaucoup d'éléments nouveaux, et d'ailleurs vous les avez envisagés dans les débats. Je suis convaincu que ceux d'entre nous ici qui ont des responsabilités politiques ou des responsabilités scientifiques ont apporté des éléments particulièrement importants dans ce débat. Comme vient de le dire M<sup>me</sup> Dulce María Pereira il y a quelques instants, nous sommes en train de nous frayer de nouvelles voies

pour, grâce à cet effort, aller plus loin que les conclusions des débats d'aujourd'hui. Il faut qu'il ait un suivi, il faut que les divers organismes que nous représentons aident à la fructification de ces conclusions.

Dans cette même salle, il y a de cela quelques années, a été conclue la négociation de la paix au Vietnam. L'exercice auquel nous nous sommes livrés aujourd'hui était un dialogue plus facile, franc, ouvert. C'est un chemin qui nous était ouvert à tous, et sur lequel nous nous sommes engagés.

Je tiens particulièrement à remercier M. Boutros Boutros-Ghali d'avoir lancé cette rencontre.

**DISCOURS DE CLÔTURE DE M. BOUTROS BOUTROS-GHALI**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE  
DE LA FRANCOPHONIE

Madame et Messieurs les Secrétaires généraux,  
Mesdames et Messieurs,

Nous voilà parvenus au terme de nos travaux.

Et je voudrais, d'abord, remercier chaleureusement chacune et chacun de vous pour sa présence et sa participation.

Ces deux jours de débats nous donnent raison – je crois – d'avoir voulu, ensemble, cette rencontre, cet échange, ce dialogue.

Et à l'écoute des rapports qui viennent de nous être présentés, comme à travers les messages qui nous ont été délivrés, hier, par les Présidents, et par vous-mêmes, Madame et Messieurs les Secrétaires généraux, je suis frappé d'une chose.

Nous savions, avant de nous rencontrer, tout ce qui nous rapprochait!

Nous savons, maintenant, tout ce qui nous unit !

Car, en dépit d'expériences différentes, d'histoires différentes, de contextes différents, nous portons, globalement, le même regard sur la mondialisation, sur ses enjeux, sur ses défis.

Nous nous sommes, ici – et c'est déjà tout un symbole – exprimés en français, en espagnol, en portugais, mais nous parlions le même langage!

Celui de la nécessaire solidarité, celui de la nécessaire diversité, celui de la nécessaire participation de tous les citoyens.

Car lutter pour la reconnaissance et la préservation des identités culturelles, ce n'est pas simplement vouloir que les langues restent vivantes.

C'est vouloir que les hommes vivent mieux !

C'est dire que cette revendication a un sens profondément politique.

C'est dire, aussi, qu'à travers les 79 Etats et gouvernements membres de nos 5 organisations, nous disposons d'une capacité d'influence et d'une force de frappe qui comptent.

Nous en sommes, désormais, tous convaincus.

Et, de ce point de vue, on peut dire que cette rencontre est un succès !

Mais j'ai eu l'occasion de vous le dire, hier, et j'en suis, aujourd'hui, encore plus persuadé : "nous aurons véritablement réussi, si nous éprouvons le besoin de donner une suite à nos travaux."

C'est la raison pour laquelle je me réjouis que nous, Secrétaires généraux de l'Organisation des Etats ibéro-américains, de la Communauté des Pays de langue portugaise, du Secrétariat de la Coopération ibéro-américaine, de l'Union latine et de l'Organisation internationale de la Francophonie, ayons décidé, ici, aujourd'hui, d'organiser une réunion consultative "Francophonie-Hispanophonie-Lusophonie", chargée du suivi de nos recommandations et de nos propositions communes.

Cette première réunion consultative se tiendra, à Rome, le 28 mai prochain, à l'occasion de la Journée de la latinité.

C'est cette réunion qui décidera, aussi, de la tenue de la prochaine conférence liant nos trois espaces linguistiques.

Il s'agit là, et nous en sommes tous conscients, d'un moment important de notre histoire.

D'un moment où nous décidons d'avancer, ensemble, au service de la diversité culturelle, au service du plurilinguisme, au service de la démocratisation des relations internationales.

Merci, une fois encore, de votre présence et de votre participation à tous!

Vive la Francophonie!

Vive l'Hispanophonie!

Vive la Lusophonie!



## **LISTE DES PARTICIPANTS**





**Borja Adsuara Varela**

Directeur général pour le développement de la Société de l'information  
Ministère de la Science et de la technologie  
Espagne

**Asdrúbal Aguiar**

Président du Conseil exécutif de l'Union latine. Ancien ministre de l'Intérieur  
Venezuela

**Dolores Alvarez**

Directrice adjointe  
Direction de la Promotion et enseignement des langues  
Union Latine

**Maria Alves Trovoada**

Représentante de São Tomé et Príncipe

**Zélia Amador de Deus**

Professeur  
Universidade Federal do Pará  
Brésil

**Ramiro Barreiro**

Conseiller  
Ambassade d'Angola à Paris

**Pascoala Barreto**

Représentant du CNRT au Portugal  
Timor Oriental

**Antonio Anselmo Benites Oliveira**

Médecin.  
Universidade Federal do Pará  
Ministère de la santé  
Brésil

**Ruy Berger Leite**

Secrétaire de l'éducation secondaire et technologique  
Ministère de l'Education  
Brésil

**Claire Blanche-Benveniste**

Linguiste, professeur à l'Université de Provence  
France

**Lluís Bonet**

Professeur d'économie,  
Universidad de Barcelona  
Espagne

**Claude Boucher**

Conseiller  
Cabinet du Secrétaire général de l'OIF

**Jorge Braga de Macedo**

Président  
Centre de développement de l'OCDE

**Louis-Jean Calvet**

Professeur de linguistique,  
Université de Provence  
France

**Fernando Chamorro**  
Représentant de l'OEI et de  
l'Union latine en Equateur

**Robert Chaudenson**  
Directeur de l'Institut de la  
Francophonie  
Université de Provence  
France

**Fred Constant**  
Enseignant-chercheur  
Université des Antilles  
et de la Guyane  
France

**Alex Corenthin**  
Directeur du service  
informatique  
Université de Dakar  
Sénégal

**Sergio Corrêa da Costa**  
Ancien ambassadeur du Brésil  
en France

**Lourdes Crisjuin**  
Professeur  
Université nouvelle de Lisbonne  
Portugal

**Jean-Luc Crucifix**  
Consultant en multilinguisme  
sur Internet  
Créateur du portail Francofil  
Canada

**Louise Dabène**  
Sociolinguiste  
Professeur à l'Université  
Grenoble 3  
France

**Gabriel De Broglie**  
Président de la Commission  
générale de terminologie et de  
néologie de la langue française  
France

**Milagros Del Corral**  
Directrice générale adjointe  
pour la Culture  
Directrice de la Division de l'art  
et des initiatives culturelles  
UNESCO

**Francisco Delich**  
Professeur  
Directeur de la Bibliothèque  
nationale  
Argentine

**Andrée Marie Diagne**  
Enseignante en lettres à l'Ecole  
normale supérieure de Dakar,  
Sénégal

**Pape Diouf**  
Enseignant chercheur  
Institut universitaire d'études du  
développement, Genève  
Suisse

**Lourenço Do Rosario**  
Professeur  
Président du Fond  
bibliographique de la langue  
portugaise  
Mozambique

**Charles Durand**  
Enseignant-chercheur  
Université de technologie  
Belfort- Montbéliard  
France

**Javier Echeverría Ezponda**

Professeur de recherche  
Institut de philosophie  
Conseil supérieur des recherches  
scientifiques  
Espagne

**Clémentine Faïk-Nzuji**

Professeur  
Secrétaire général du CILTADE  
Louvain-la-Neuve  
Belgique

**Mario Fonseca**

Écrivain  
Directeur exécutif de l'Institut  
international de la langue  
portugaise  
Cap-Vert

**Daniel Font**

Coordinateur du programme  
d'Éducation aux valeurs  
Organisation des États ibéro-  
américains

**Néstor García Canclini**

Professeur  
Département d'anthropologie  
Universidad Autónoma  
Metropolitana  
Mexique

**Michèle Gendreau-Massaloux**

Recteur  
Agence universitaire de la  
Francophonie  
France

**Carlos Giménez Romero**

Professeur d'anthropologie  
sociale  
Universidad Autónoma de  
Madrid  
Espagne

**Juan Carlos Godenzzi**

Linguiste. Directeur du  
programme de l'éducation  
bilingue interculturelle  
Ministère de l'Éducation  
Pérou

**Daniel González**

Directeur de la commission  
permanente de planification  
OEI

**Héctor Gros Espiell**

Ancien ambassadeur de  
l'Uruguay en France  
Délégué permanent à l'Unesco

**Jean-Claude Guédon**

Professeur à la Faculté des Arts  
des Sciences  
Université de Montréal  
Canada

**Iván Guzmán De Rojas**

Concepteur du premier système  
de traduction automatique  
multilingue (système Atamiri)  
réalisé dans un pays de langue  
espagnole  
Bolivie

**Henry Ingberg**

Secrétaire général  
Ministère de la Culture et des  
Sports  
Communauté française de  
Belgique

**Martín Hopenhayn**

Chercheur  
Division de développement  
social, CEPAL  
Chili

**Guillermo Hoyos Vásquez**  
Directeur de l'Instituto Pensar  
Universidad Javeriana de Bogota  
Colombie

**Filomeno Jacob Abel**  
Ministre de l'Education, de la  
Culture, de la Jeunesse, des  
Sports, de la Santé et du Travail  
Timor Oriental

**Louise Lassonde**  
créatrice de la Fondation du  
Devenir - Genève  
Suisse

**Gil Lauriciano**  
Chercheur au Superior Institute  
for International Studies  
Mozambique

**Carlos Lopes**  
Directeur du PNUD  
New York - USA

**Cayetano López**  
Professeur de physique  
théorique  
Universidad Autónoma de  
Madrid  
Espagne

**José A. López Cerezo**  
Consultant CTS de l'OEI  
Professeur de philosophie  
Universidad de Oviedo  
Espagne

**Gloria López Morales**  
Ancienne directrice du Bureau  
régional de la culture de  
l'UNESCO pour l'Amérique  
latine et les Caraïbes  
Mexique

**Humberto López Morales**  
Secrétaire général  
Association des académies de la  
langue espagnole  
Espagne

**Joseph Maïla**  
Directeur du Centre de  
recherche sur la paix  
Institut catholique de Paris  
France

**Thomas Manou Yablaih**  
Directeur du Marché des arts et  
des spectacles africains  
Côte d'Ivoire

**Françoise Mari**  
Responsable des relations  
internationales  
Université des Antilles et de la  
Guyane  
France

**Jesús Martín-Barbero**  
Professeur d'études  
socioculturelles  
Universidad ITESO  
Mexique

**Alfons Martinell**  
Vice-recteur  
Universidad de Gerona  
Espagne

**Zeferino Martins**  
Secrétaire exécutif adjoint  
Communauté des pays de  
langue Portugaise

**Lilia Momplé**  
Secrétaire générale de  
l'Association des écrivains  
mozambicains

**Auguste Moussirou-Mouyama**  
Ecrivain, linguiste  
Directeur général de l'Ecole  
normale supérieure de Libreville  
Gabon

**Isidore Ndaywel E. Nziem**  
Directeur des langues et de  
l'écrit  
Agence intergouvernementale  
de la Francophonie

**Pierre Ouedraogo**  
Responsable de projets de  
coopération  
Institut francophone des  
nouvelles technologies de  
l'information  
Agence intergouvernementale  
de la Francophonie

**Michel Pérez**  
Ministère de l'Education  
nationale  
France

**José Pérez Lázaro**  
Sous-directeur général de la  
coopération et de la  
communication culturelle  
Secrétariat d'Etat de la Culture  
Espagne

**Robert Pilon**  
Vice-président exécutif  
Coalition pour la diversité  
culturelle  
Canada

**Daniel Pimienta**  
Président de FUNREDES, ONG  
franco-dominicaine à l'origine  
de l'étude sur la présence des  
langues latines sur l'Internet

**Guilherme Ary Plonski**  
Coordonnateur  
Universidade de São Paulo  
Brésil

**Edouard Pommier**  
Directeur de la Culture et de la  
Communication  
Union latine

**Daniel Prado**  
Directeur de la terminologie et  
de l'industrie des langues  
Union latine

**Jesús Prieto**  
Vice-recteur  
Programme de communication  
culturelle, UNED  
Espagne

**Luis Racionero**  
Directeur de la Maison de  
l'Espagne  
Paris, France

**Germán Rey**  
Expert-consultant  
Présidence de la Fundación  
social  
Colombie

**José Luis Rocha**  
Représentant permanent de  
l'OIF auprès de l'Union  
européenne

**Fernando Rodríguez Lafuente**  
Directeur de l'Instituto  
Cervantes  
Espagne

**Rafael Rodríguez Ponga**

Directeur général aux relations  
culturelles et scientifiques  
Ministère des Affaires  
étrangères  
Espagne

**Miguel Rojas Mix**

Créateur de l'Institut de l'art et  
de la culture latino-américains  
Chili

**Francisco Romão**

Ambassadeur  
Directeur pour l'Europe  
Ministère des Affaires étrangères  
Angola

**François Rouet**

Responsable d'études  
économiques  
Ministère de la Culture  
France

**Guadalupe Ruiz Giménez**

Responsable du secteur de la  
planification de la  
communication  
et de la projection  
institutionnelle  
Secrétariat de la Coopération  
ibéro-américaine (SECIB)

**Ana Elisa Santan Afonso**

Représentante du Mozambique  
à l'UNESCO

**Nelson Saúte**

Ecrivain  
Mozambique

**Pierre Sauvé**

Directeur des échanges  
OCDE

**Adolfo Sequeira**

Consultant en gestion de  
politiques étatiques de  
développement culturel  
Argentine

**José Flavio Sombra Saraiva**

Professeur. Directeur général de  
l'Institut brésilien des relations  
internationales  
Universidade de Brasilia  
Brésil

**Pietro Sicuro**

Directeur a.i. de l'Institut  
francophone des nouvelles  
technologies de l'information et  
de la formation  
Agence intergouvernementale  
de la Francophonie

**Hugo Storero**

Secrétaire adjoint à la Culture  
Argentine

**Filimone Tambe**

Conseiller  
Ambassade du Mozambique en  
France

**Jean Tardif**

Consultant en relations  
internationales  
Canada

**Emmanuel Tonye**

Conseiller au Ministère de  
l'Enseignement supérieur -  
Professeur  
Université de Yaoundé  
Cameroun

**Lía Varela**  
Chercheuse  
Université de Provence  
Universidad de Buenos Aires

**Alexei Vassiliev**  
Professeur  
Directeur de l'Institute for  
African and Arab Studies  
Moscou

**Françoise Vergès**  
Directrice du Programme de  
maîtrise du Center for Cultural  
Studies  
Université de Londres

**Bernard Wicht**  
Chef des Affaires internationales  
Office suisse de la Culture

**Fernando Zapata**  
Directeur général  
Direction nationale des droits  
d'auteur  
Colombie

#### **OBSERVATEURS**

**Marie Helène Araujo Carreira**  
Professeur  
Université Paris VIII  
France

**Benoît Bardet**  
Chef de service communication  
et relations publiques  
Cité internationale  
Université de Paris  
France

**Hervé Barraquand**  
Responsable du site Internet  
OIF

**André Bourgey**  
Ancien président de l'Institut  
national des langues et  
civilisations orientales  
France

**Monique Cazeaux**  
Conservateur  
Bibliothèque nationale de  
France

**Patrick Chardenet**  
Attaché linguistique  
DPEL / Union latine

**Marc Cheymol**  
Chef de projet  
Agence universitaire de la  
Francophonie

**Michel Dabène**  
Professeur émérite  
France

**Sadi Diouf**  
Conseil en communication  
Chargé des relations avec les  
institutions

**Victor Joseph Doyeme**  
Conseiller  
Délégation permanente du  
Bénin auprès de l'UNESCO

**Sophie Fisher**  
Linguiste  
Ecole des hautes études en  
sciences sociales  
France

**Colm Foy**

Chef de communication  
Centre de développement de  
l'OCDE

**Denis Gervais**

Délégué aux affaires  
francophones et multilatérales  
Délégation générale du Québec  
à Paris

**Alfred Gilder**

Mairie de Paris et AIMF  
Ecrivain  
France

**Manuel J.Gonçalves**

Premier secrétaire  
Ministère des Affaires étrangères  
et de la Coopération  
Mozambique

**Vitelio Herrera**

Administrateur principal  
Union latine

**Rafaela Jaccoud**

Attaché linguistique responsable  
de la lusophonie  
Union latine

**Sophie Kucoyanis**

Journaliste

**Claudia Laux**

Directrice adjointe  
Terminologie et industrie des  
langues  
Union latine

**Jaime Lourenço**

Professeur  
Portugal

**Georges Malamoud**

Directeur projective  
Agence universitaire de la  
Francophonie

**Axel Maugey**

Écrivain  
Université McGill  
Canada

**Florence Morgiensztern**

Haut Conseil de la Francophonie  
France

**Isaac Murargy**

Secrétaire général à la  
Présidence de la République

**Georges Ngal**

Professeur d'université  
Consultant d'organismes  
internationaux

**Pedro Nsingui-Barros**

Professeur et chargé d'affaires  
Délégué de l'Angola auprès de  
l'UNESCO

**Marion Ott-Gelot**

Coordinatrice de la délégation  
française à la Francophonie

**Erik Pinon**

Chargé de mission  
Service des Affaires  
francophones  
Ministère des affaires étrangères

**Anita Pires-Saboa**

Chercheuse  
Ecole des hautes études en  
sciences sociales  
France



**Jonathan Robin**  
Internet Society  
France

**Mahama Savadogo**  
Deuxième conseiller  
Ambassade du Burkina Faso

**Henri Senghor**  
Ancien Ambassadeur

**C. Soetard**  
Présidente de l'Association  
française pour la diffusion de  
l'espagnol  
France

**Odette Trupin**  
Députée de Gironde  
Assemblée nationale  
France

**Olabiya B.J. Yai**  
Professeur  
Ambassadeur  
Délégué permanent du Bénin  
auprès de l'UNESCO



**ANNEXE**

**CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS**



**SERGIO CORRÊA DA COSTA**

ANCIEN AMBASSADEUR DU BRÉSIL EN FRANCE

### LE POIDS DE L'EMPREINTE FRANÇAISE

Ayant conclu récemment une recherche sur les mots que j'ai appelé *sans frontières*, on m'a prié, spécifiquement, de vous en faire une présentation au cours de ce colloque. *Sans frontières* seraient les mots qui dépassent les frontières des pays où ils sont nés et deviennent porteurs d'une sorte de marque déposée de leurs origines. L'essentiel de mon enquête était de montrer que les langues, en tant que tissus vivants, se reconstituent sans cesse grâce, en bonne partie, à ces échanges avec d'autres langues, c'est-à-dire grâce à ces *sans frontières* qui vont et viennent.

Autrement, les langues tendraient à suivre le sort du latin qui s'est arrêté dans le temps. En effet, comme langue parlée, le latin est devenu "démodé". S'il sert toujours à exprimer les sentiments fondamentaux de l'homme, il a perdu sa capacité de désigner soit les idées, soit les objets contemporains. Si Jules César, par miracle, renaissait aux environs de Paris, comment pourrait-il dire à sa femme, par l'intermédiaire d'un portable emprunté à un ami, qu'il se trouve à l'aéroport des Gaules et qu'il prend, au lieu du taxi, le métro jusqu'à Lutétia ?

Si j'emploie le verbe au passé ["le latin a perdu sa capacité"] je le fais exprès puisque le Vatican a su réagir contre l'obsolescence et a mis le latin en mesure de nommer, de décrire, de commenter n'importe quel sujet ou objet contemporain. Langue de travail encore vivante au Saint-Siège, il a fallu l'adapter aux temps modernes et fabriquer

virtuellement tout un nouveau vocabulaire. Des linguistes, par exemple, ont dû créer des périphrases complexes pour trouver les équivalents à certains mots contemporains, tels que bombe atomique, traduite : *globus atomica vi displodens* "globe atomique explosant violemment". Quant à la cigarette, on ressent la réprobation de *nicotina fistula* "tuyau à nicotine", tandis qu'une boîte à cigares donne lieu à un petit roman-fleuve : *capsella fasciculis tabaci asservandis*, "coffret destiné à conserver les bouquets de tabac."

Pour que le latin ne meure pas, il était impératif de codifier tous ces néologismes afin de les rendre accessibles au grand nombre d'intéressés. C'est précisément ce qu'a fait le Vatican avec le lancement d'un dictionnaire de quinze mille néologismes, sous le titre *Lexicon, Recentis Latinitas*, véritable "opération survie." Le journal *Le Monde* (8.10.1997) a ainsi salué l'événement : "Ce n'est pas tout à fait l'opération du Saint Esprit, mais cela y ressemble. Le latin n'est pas mort. Pendant huit ans, de fins lettrés, sous la direction du père Carlo Egger, ont travaillé, sué sang et mots, pour élaborer le grand ouvrage de la modernité à l'antique. Le latin restant la langue officielle du Vatican, il fallait bien le mettre en conformité avec son temps."

Ces lexicographes ne se sont pas laissés intimider par l'invasion de termes anglais employés impunément en version originale dans la plupart des pays. Pour eux, **on-line** se dit *directe colligatio* ; **e-mail**, *inscriptio cursualis* ; **topless**, *strophio carens* ; **nymphette**, *puella inverecunda* ; **cocktail Molotov**, *ampulla Molotoviana* ; **narco-dollar**, *dollarum e medicamentis stupefactis proveniens* ; **blue-jeans**, *bracaelintee caeruleae*, "chaussette de toile couleur bleue."

En me penchant à la quête de ces mots à vocation cosmopolite, qui essaient un peu partout dans le monde et finissent par intégrer une sorte de **vocabulaire universel** qui grandit sans arrêt et rapproche les cultures, je suis parvenu à trois mille mots et expressions originaires de quarante-six langues et à un recueil d'environ seize mille exemples d'usage recueillis dans plus d'une centaine de journaux et revues de quinze pays, en huit langues. Il s'agit, évidemment, d'un échantillon, mais sa taille permet d'en tirer une série de conclusions sur le "comportement" des différentes langues, et de faire un bilan de leurs contributions à ce vocabulaire.

Des cinq langues les plus parlées (le chinois, le hindi, l'anglais, l'espagnol et le russe) deux seulement se trouvent sur le podium de ma collection : l'**anglais** et l'**espagnol**.

De l'ensemble des langues répertoriées, trois se détachent, de loin, comme hors concours : le **français**, l'**anglais**, et le **latin** [mots latins purs, pas ceux d'origine latine], et dans cet ordre, le français en tête. Etonné par ce résultat, il me fallait trouver des explications. J'en ai trouvé trois. La première : les empreintes françaises sont de **longue durée**, tandis que les anglo-américaines sont pour la plupart contemporaines. Pour le prouver, il m'a fallu relever plusieurs citations de mots et expressions français dans des textes russes du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle pour les placer aux côtés de ces mêmes mots toujours employés dans la presse contemporaine. La deuxième : la plupart des mots français d'exportation sont **abstrait**s. Très forts pour décrire un objet ou une situation précise, les anglophones se doivent d'emprunter des mots français s'il leur faut être subtil ou s'il s'agit de nuancer une situation, décrire un état d'âme, émettre un jugement subjectif. La troisième : les Anglo-Américains sont ceux qui puisent le plus dans le réservoir de la culture française, **plus que l'ensemble de toutes les autres langues**.

On signale souvent "l'invasion" du terroir français par les mots anglo-saxons, mais très rarement l'opposé, à savoir, la pénétration plus subtile, quoique persistante, des mots et expressions françaises au point de poser aux claviers anglais le défi pratique des accents. Dépourvue de ces "accessoires" encombrants, que la langue anglaise abhorre intrinsèquement, la presse des pays anglo-saxons imprimait les mots français sans prêter la moindre attention à ces "détails". Mais le nombre et la répétition croissante de ces mots ont fini par imposer un effort. Les claviers modernes ayant capitulé, on peut lire maintenant, avec la même rigueur que dans les textes français : *dénouement, protégé, émigré, naïveté, déjà vu, etc.*

Ma surprise majeure a été la vitalité du **latin**. Je ne parle pas de mots d'origine latine, puisque l'étymologie intéressait peu ma recherche. Les mots qui ont retenu mon attention sont ceux conservés intacts et encore utilisés avec le même sens qu'ils avaient du temps de César et de Virgile. Qui aurait pu le prévoir ? Une langue prétendues morte qui fait de pareils remous à l'échelle mondiale, puisque les attestations d'usage de mots et d'expressions latins non adultérés sont relevés essentiellement dans la presse contemporaine de tous les continents.

Ce qui mérite encore d'être signalé dans ce colloque, qui réunit les trois espaces de latinité, c'est le bilan statistique de mon recueil. Si l'on compare l'ensemble des cinq langues latines de mon répertoire

de seize mille exemples avec **le total des autres quarante et une langues**, à savoir l'anglais, les langues germaniques, slaves, africaines, asiatiques, l'arabe et, par dessus le marché, les langues mortes, on trouve les résultats suivants :

Les **cinq** latines : 9 200 exemples d'usage  
L'**anglais** et les **quarante** autres langues : 6 740

Revenant aux impondérables, on se demande pourquoi **l'italien**, parlé dans un seul pays, qui n'a plus de colonies ni se trouve parmi les grandes puissances économiques ou politiques, présente un **score** trois fois plus important que celui de l'allemand ou du russe, deux cultures aussi puissantes ? On se demande également comment **l'italien** a pu devancer largement **l'espagnol**, langue parlée en plus de vingt pays et deuxième langue des Etats-Unis ? L'apport si important du vocabulaire artistique et musical italien n'explique pas tout. A mon avis, c'est le quotidien italien qui fascine les autres peuples. Ce n'est pas pour rien qu'on peut commander n'importe où dans le monde, un cappuccino, ou bien une pizza, un carpaccio, des lasagnes, un espresso. Les graffiti, les paparazzi, les prima donna, les divas, les dilettantes, l'extravaganza, l'imbroglio font partie de nos vies. Qui ne s'intéresse pas à la dolce vita, au farniente, aux grandes finales, même aux prouesses de la mafia ou des maffieux ? Quand le général de Gaulle dit, par exemple, "*Quant aux Pays-Bas, aux Scandinaves et tutti quanti, ils sont des satellites de l'Angleterre. Ce sont des poupées russes.*" (Peyrefitte, C'était de Gaulle), il est évident qu'il a trouvé l'expression italienne plus précise ou plus amusante que les équivalents français ou autres.

La réponse peut également se trouver dans la préface de Maurice Druon à mon essai sur les langues d'influence (*Mots sans frontières*, Editions du Rocher), où il dit que l'influence d'une langue, et je le cite, "tient à son génie propre et au nombre de notions qu'elle a définies et répandues". Je partage entièrement son avis. Ce sont les aptitudes innées à chaque culture, ses dispositions naturelles, ses styles de vie, ses traits d'ingéniosité ou même d'astuce, qui retiennent l'attention des autres, qui les séduisent. Bref, sa capacité de définir, en plus de notions, en plus de concepts et d'idées, certaines situations ou même des produits ayant un "appeal" universel. C'est là, à mon sens, l'explication de la primauté du français, de l'esprit français.

Les chercheurs A.M. Babkine et V.V. Chendetsov ont produit un recueil remarquable de mots étrangers identifiés dans les textes littéraires



russe, des plus anciens aux contemporains. Des milliers d'exemples ont été classés, par ordre alphabétique, en trois volumes sous le titre *Dictionnaire des mots et expressions étrangers utilisés en russe sans être traduits*. Ce qui ressort tout de suite de l'examen de cette recherche est la primauté du français qui dépasse la moitié du total des citations répertoriées. Viennent ensuite, mais bien loin, l'anglais, l'allemand et le latin. Voici quelques exemples, traduits du russe, où les empreintes sont conservées intactes dans l'original et sautent aux yeux au milieu des textes en cyrillique :

- Pavlov a non seulement porté **un coup de grâce** à Ogarev, mais a aussi grièvement blessé Melgounov. (Herzen, Lettre à M. K. Reichel du 17 avril 1856)
- Le vieux Kharakhorov, **chargé d'affaires** de ma tante ... (K. N. Léontiev, *Retouches*, III, 10)
- Ma subdivision préférée... portait sur les gens **comme il faut** et les **comme il ne faut pas**. (Léon Tolstoï, *Jeunesse*, XXXI)
- Si Chouvalov... ayant accepté la place à **contre cœur**... (Herzen, articles du "Kolokol", 1861)
- C'est un **coup de foudre** pour notre censure. Vous pouvez vous imaginer leur effroi... (Ivan Aksakov, *Lettres*)
- Mais, comme disent les Français, **revenons à nos moutons** : nous ne comprenons plus l'incompréhension des allemands russes. (Herzen, *Les Allemands russes et les Russes allemands*)
- Je cherchais précisément à faire connaissance avec un **agent provocateur** fiable et efficace... (C. Schedrine, *Pomp. et pomp. Opinions d'illustres étrangers*)
- Jusqu'à présent, je ne vous répondais malgré vos relances. Je me disais : **j'ai d'autres chats à fouetter** (Plekhanov, *Materialismus militans*, I)
- **Bon appétit-bonne conscience**, disait encore un Vassenka réjoui, en finissant de manger son deuxième poussin. (Léon Tolstoï, *Anna Karénine*)
- Mettre la langue russe en conflit avec la langue française sans qu'elle en ressorte vaincue était **un tour de force**. (Tourgueniev, *Lettre à M.M. Stassioulevitch* du 10 avril 1877)

Quand Lénine, s'adressant à E. M. Alexandrova (1903), dit " ... *il ne me reste qu'à prendre vos mots à la lettre* ", c'est comme s'il reconnaissait simplement que ces mêmes trois mots, dits en russe ou en anglais, n'ont pas exactement le même poids.

Ce qui me semble remarquable c'est le fait qu'on continue à trouver

des empreintes françaises de ce genre, et aussi fréquemment, dans la littérature ou dans la presse internationale. Un grand nombre de ces empreintes sont déjà bi-centenaires ou, même, tricentenaires, tandis que les anglo-américaines sont pour la plupart contemporaines.

Oui, le français joue le rôle de deuxième langue, et le fait fort bien. Mais c'est loin d'être tout. Ce qui séduit vraiment les étrangers c'est la démarche intellectuelle française elle-même, la multiplicité de ses recours, sa souplesse extrême. Oui, l'esprit français est moins "pragmatique" que l'anglais mais, en revanche, il est sûrement plus malicieux et sans égal dans sa palette de demi-tons. Tout cela contribue à assurer à la langue française une remarquable longévité, une capacité de rebondissement sans parallèle...

**JEAN-LUC CRUXIFIX**

CONSULTANT EN MULTILINGUISME SUR INTERNET

CRÉATEUR DU PORTAIL FRANCOFIL

**POUR UN INTERNET SIMPLE, BEAU ET MULTILINGUE**  
**Quelques réflexions à la lueur des fractures numériques**

**L**es réflexions qui suivent sont celles d'un praticien de l'Internet, plutôt que celles d'un théoricien du cyberspace ou d'un technicien spécialiste TIC.

Depuis une dizaine d'années, je développe des projets sur Internet. Je l'ai fait tout d'abord depuis un pays " moins favorisé " en termes de TI, le Venezuela, où je dirigeais une Alliance française. Avec l'apparition du Web et du courrier électronique, j'ai très vite compris le **potentiel** que ces technologies représentaient pour désenclaver les pays moins avancés et leur donner accès à un monde nouveau riche d'échanges et de connaissances. J'ai très vite compris aussi qu'il était nécessaire de tenir compte des **limitations techniques** de ces pays en terme de connexions si l'on voulait atteindre réellement les objectifs de diffusion visés. J'ai compris enfin que la **fracture numérique** n'est pas seulement géographique mais aussi **sociale** : si elle est déjà très perceptible dans les pays " avancés ", elle l'est encore plus dans les pays " moins avancés ", dans lesquels les TI ne touchent véritablement qu'une élite et, dans bien des cas, l'élite déjà en place.

Large potentiel, limitations techniques, fracture sociale : voilà donc le cadre général dans lequel j'ai décidé de placer mes projets. Il était évident que je ne pouvais m'attacher à résoudre moi-même les deux grandes limitations (technique et sociale), mais il était indispensable

d'être conscient de leur existence et d'en tenir compte pour tout développement de projet.

### **Les expériences ALEF et FRANCOFIL**

Ma première initiative dans le monde des TIC s'appelait ALEF (Amérique latine - Espace francophone). Il s'agissait d'un site Web développé par l'Alliance Française de Mérida y destiné en priorité à son public : étudiants, professeurs universitaires, chercheurs... Il ne s'agissait pas d'un site institutionnel, mais au contraire d'une ouverture vers l'extérieur (développement du potentiel de communication). Le site fournissait des liens commentés vers les principales ressources des universités, centres de recherche, bibliothèques de l'ensemble des pays francophones. Fait remarquable : le site était rédigé en espagnol et non en français ! Constatant que notre public ne parlait pas nécessairement français, mais était – au mieux- vaguement “ francophile ”, nous avons jugé important de s'adresser à lui dans sa langue pour lui montrer qu'il existait des ressources scientifiques en français sur Internet. Notre objectif était de le convaincre de la qualité des contenus francophones et donc de lui donner le goût de la langue française et de la Francophonie. Faut-il le dire, nous n'avons pas toujours été suivis par les instances officielles dans cette démarche... Nous pensons cependant, au vu des résultats et de l'évolution de l'Internet, qu'elle reste plus que jamais défendable.

Ma seconde initiative s'est en quelque sorte greffée sur la première. Arrivé à Montréal, j'ai transformé ALEF en FRANCOFIL. Il s'agissait d'un changement qualitatif et quantitatif, mais la philosophie du projet est restée identique.

Alors qu'ALEF se voulait outil de proximité, destiné au public local, FRANCOFIL s'est ouvert au cyberspace. Doté de son propre nom de domaine, il a acquis une visibilité beaucoup plus grande. Quant au contenu, il s'est développé au fur et à mesure des besoins spécifiques, et de nombreuses rubriques et subdivisions se sont fait jour pour structurer l'accès à l'information. FRANCOFIL est ainsi devenu une sorte de portail vers le monde académique, scientifique et culturel des pays francophones. A travers une lettre d'information mensuelle, s'est formée une communauté très internationale (plus de cent pays différents) de “ francophiles ” : membres de représentations

francophones à l'étranger (ambassades, centres culturels, Alliances françaises, écoles française), mais aussi un grand nombre de professeurs universitaires, chercheurs, étudiants,... des pays francophones et de l'étranger. La création de cette communauté d'intérêt de 1 200 personnes est sans hésiter l'une des principales réussites de FRANCOFIL<sup>1</sup>.

FRANCOFIL est offert pour l'instant en français et en espagnol. Nous voudrions pouvoir l'offrir dans d'autres langues. C'est dire que notre vision de départ (offrir un accès aux ressources francophones dans la langue des divers publics concernés) n'a pas changé. Nous considérons en effet que ce sont les contenus qui attireront les publics vers les langues, et que ce n'est pas la " beauté " des langues (comme on l'a souvent cru selon une vision romantique et surannée de celles-ci) qui attirera les publics vers les contenus. Montrons d'abord – dans la langue de nos publics – que nous avons des contenus intéressants à offrir. Le reste – naturellement – suivra !

Voilà donc pour ce qu'il en est du **potentiel de communication** que représentent les TIC. FRANCOFIL ne manque pas de projets pour développer encore ce potentiel – lequel représente à notre sens l'apport fondamental de l'Internet dans le monde actuel.

#### **Tenir compte des limitations**

Mais parlons aussi des limitations qui nous ont guidés dans l'élaboration de nos projets successifs. La **limitation technique** est au cœur du problème de la diffusion d'un site qui se veut mondial, c'est-à-dire qui veut toucher de façon égale le professeur universitaire parisien, le chercheur montréalais, l'étudiant gabonais ou le professeur de français vietnamien. Pour l'avoir vécu de près, nous savons ce qu'est une largeur de bande, nous savons ce que c'est de dire : " Cette page est conçue pour Windows Explorer 5.5 ", " Si vous n'avez pas de Flash, téléchargez-le ", etc.

---

1 Le chiffre pourrait paraître dérisoire. Mais il convient de signaler que FRANCOFIL est né d'une initiative personnelle, en dehors de toute institution, et que sa réalisation est toujours le fait d'une seule personne. Il est évident qu'avec des appuis institutionnels efficaces, nous pourrions arriver à des résultats décuplés. Des premiers contacts avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), que nous remercions ici pour sa réceptivité, nous permettent d'espérer qu'il en sera ainsi.

Pour cette raison, nous prêchons pour un Internet simple, accessible dans une majorité de pays par le plus grand nombre de personnes. D'une manière générale, les aspects techniques ne doivent en aucun cas devenir des obstacles à la communication. Aussi sommes-nous résolument en faveur de pages pas trop lourdes à charger, dans lesquelles tout le soin a été placé sur le contenu plutôt que sur la forme. Prévoir une version texte de son site Web, comme le fait d'ailleurs l'Organisation internationale de la Francophonie, est une solution tout à fait souhaitable si l'on vise – comme c'est notre cas – un public dispersé et soumis à des contraintes techniques souvent très restrictives.

Mais nous prêchons aussi pour un Internet beau : il n'y a pas lieu, sous prétexte de simplicité, de sacrifier la conception graphique d'un site. Internet est, ne l'oublions pas, un multimédia dans lequel le contenu visuel a toute son importance. Le graphisme et l'ergonomie d'un site sont toujours des éléments essentiels de son succès. Il convient donc de faire appel à des équipes de graphistes professionnels qui soient capables de comprendre les limitations techniques dont souffrent un grand nombre d'utilisateurs, et de proposer une charte graphique qui prenne en compte cette contrainte.

Il reste la limitation sociale, la fracture numérique sociale. Sur ce point le concepteur de contenu a bien peu de prise. C'est aux Etats, aux institutions, aux organisations internationales à prendre leurs responsabilités en travaillant à l'extension de l'accès ou à l'équipement d'un maximum de personnes aux technologies de l'information. Les contenus qui nécessitent une large bande, comme la formation à distance, la télévision éducative, etc., nécessitent une attention toute spéciale. Vœu pieux, mais vœu tout de même... Nous entrons ici sur le terrain difficile du volontarisme politique.

#### **Langues et multilinguisme sur Internet**

Je voudrais terminer mon intervention en proposant quelques réflexions sur les langues et le multilinguisme sur Internet. Comme vous avez pu le remarquer, c'est un point qui se trouve depuis longtemps au centre de mes préoccupations.

Je dirai sincèrement que je suis quelque peu effrayé par la vision de Javier Echeverría, selon laquelle les langues qui s'adapteront le mieux et le plus rapidement aux nouveaux supports technologiques

(reconnaissance vocale, traduction automatique) seront celles qui émergeront. Cela donne l'idée d'une lutte pour l'adaptation et la survie quelque peu darwinienne. Et je crains bien que dans cette perspective l'anglais l'ait déjà emporté haut la main et qu'il ne nous reste que les miettes à partager! Pire, je crains que nous en arrivions à nous battre entre nous pour la meilleure place dans le royaume du cyberspace! Je prêcherai pour ma part pour la mise en œuvre d'un multilinguisme élargi dans les TI et sur Internet en particulier, un multilinguisme qui consisterait à offrir un maximum de contenus dans un maximum de langues.

Au lieu de penser en termes de lutte pour l'adaptation, pensons plutôt à l'extrême diversité que permet Internet, à ces langues que nous pouvons découvrir sur le Web et que probablement nous n'aurions pu connaître sur papier, faute de distribution des livres ou même d'existence de livres. Je veux dire par là que le potentiel d'Internet est tel, en matière linguistique, qu'il pourrait constituer une planche de salut pour des langues et cultures très minoritaires : leur donner vie, diffusion et parfois même littérature.

A notre niveau de concepteurs, le multilinguisme élargi, c'est offrir nos contenus, ou du moins les accès à nos contenus, dans un maximum de langues. La traduction retrouve ici tout son sens, et non seulement la traduction automatique qui n'est – et ne restera pendant longtemps encore – qu'un pis-aller.

Nous entrons ici dans un domaine qui touche précisément à l'un des objectifs de ce colloque : la collaboration entre les aires linguistiques hispanophone, lusophone et francophone. Cette collaboration nécessaire pourrait embrasser plusieurs aspects :

- l'échange d'expériences en matière de contenus et d'accès aux contenus.
- des aides mutuelles pour la mise à disposition de contenus et d'accès aux contenus dans chacune des langues de nos aires respectives.
- la mise sur pied de modes de financements rapides et légers pour cette nécessaire collaboration linguistique.

Ajouterai-je pour terminer que je mets à la disposition de ceux qui le désirent mon expérience de FRANCOFIL en tant que voie d'accès

multilingue à des contenus de qualité. Pourquoi pas, comme l'a dit une fois Jean-Claude Guédon, un " Hispanofil ", un " Lusofil " et, au-delà de nos actuelles préoccupations, un " Germanofil ", un " Sinofil ", un " Rusofil ", etc. ?

En un mot, nous avons besoin de portes d'accès simples mais intelligentes, belles mais sans complications, vers nos contenus culturels et scientifiques respectifs. Et nous avons besoin de portes d'accès qui parlent la langue de celui qui veut entrer, c'est-à-dire qui parlent un maximum de langues. De cette façon nous défendrons non seulement le droit à notre langue, mais aussi le droit à la langue des autres.

Nous retrouverons ainsi ce qui devrait être le fil conducteur d'une initiative réussie en nouvelles technologies : **combiner un contenu intelligent avec un accès simplifié dans un maximum de langues**. En procédant de cette manière, nous renforcerons le potentiel communicatif d'Internet et nous ferons un grand pas en avant pour la mise en valeur non seulement de nos cultures, mais aussi de toutes les cultures.



**CHARLES DURAND**

ENSEIGNANT CHERCHEUR

UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE BELFORT- MONTBÉLIARD

### RÉACTION À LA LECTURE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

**L**e directeur technique d'une société qui édite des logiciels déclarait en 1998 : " Négliger les nouvelles techniques de l'information et de la communication, tout comme les hisser sur un piédestal, ne peut que conduire à d'amères désillusions." Jusqu'en mars 2000, de tels commentaires étaient ignorés par les médias. Aujourd'hui, nous découvrons que ce que l'on a appelé " nouvelle économie " suscite de sérieuses remises en question de la part des investisseurs. Presque tous les jours, les fabricants d'ordinateurs, les producteurs de logiciels et d'équipements de télécommunications annoncent des profits à la baisse et de nouveaux licenciements, susceptibles de tempérer notre enthousiasme, mais il s'agit là d'un retour à la réalité qui, en fait, nous permettra de repartir sur des bases beaucoup plus saines, comme je vais essayer de le montrer.

Nous semblons avoir oublié que, au temps de leur invention, le téléphone, la radio et la télévision n'ont pas été considérés moins révolutionnaires qu'Internet (et autres NTIC) aujourd'hui. En 1860, certains prédisaient que les câbles transatlantiques annuleraient le risque de guerre, que les communications instantanées élimineraient l'incompréhension et les malentendus entre les peuples. Nous avons, depuis plus d'un siècle, les mêmes images d'un monde qui se rétrécit. Dans le pays qui a lancé la révolution informationnelle, ce qui se rétrécit vraiment est la vision que ses habitants ont du monde, incapables de parler les langues étrangères, ignorant les nouvelles émanant du monde extérieur, pouvant en recevoir les images mais incapables de les interpréter correctement... Remarquons aussi que c'est dans les pays où les ordinateurs sont les plus répandus que les

professeurs se plaignent le plus d'avoir des élèves semi-illettrés qui ne peuvent plus lire de livres, alors que ces pays avaient des taux d'alphabétisation proche de 100 %, il y a une trentaine d'années.

Pour la communication, les distances ont été annihilées depuis plus d'un siècle. Dans les années 80, les satellites de communication matérialisèrent, à leur tour, les anciennes espérances associées à la communication instantanée... Reconnaissons-le ! Si l'interactivité et les communications actuelles par le biais d'Internet étaient si efficaces, pourquoi les spécialistes de l'informatique et des télécommunications iraient-ils encore en personne aux conventions et conférences traitant de ces sujets ? Si les vidéoconférences pouvaient remplacer les conférences tout court, pourquoi aurait-on encore des vendeurs qui sont constamment en déplacement et des chefs d'Etat qui ne cessent de voyager pour rencontrer et discuter avec leurs homologues étrangers ? Pourquoi nous-mêmes serions-nous ici rassemblés au lieu de participer à un colloque virtuel à partir de nos résidences respectives ?

Il est facile de prouver que, en dépit des communications instantanées et d'un accès universel au réticule mondial (tout au moins en théorie), nous n'en sommes malheureusement pas mieux informés pour autant... En dépit de la prétendue mondialisation des échanges, les informations concernant l'étranger n'ont cessé de baisser quantitativement durant les vingt dernières années dans les pays qui possèdent la meilleure infrastructure de télécommunication.

L'essor des NTIC a été rendu possible par des améliorations techniques portant sur les organes de traitement de l'information, c'est-à-dire les ordinateurs, et par le déploiement d'infrastructures de télécommunication améliorées permettant des débits accrus de données. Au risque de paraître un peu à contre-courant, je pense qu'il est quand même important de signaler une absence de révolution scientifique dans l'évolution des NTIC depuis une quarantaine d'années. Les équipements que nous utilisons aujourd'hui, tout au moins dans le cadre de la mise en œuvre de ces techniques, sont basés sur des principes découverts et des architectures de base mises au point il y a une cinquantaine d'années. A quelques exceptions près, c'est le raffinement et le perfectionnement techniques à qui les développements des NTIC doivent être imputés. Par exemple, les plupart des ordinateurs que nous utilisons aujourd'hui ont toujours des architectures dites de " Von Neumann ", bien que ce dernier ne

puisse être crédité de l'invention de l'ordinateur dont le mérite revient essentiellement à l'Allemand Konrad Zuse et aux Américains Howard Aiken, Eckert, Mauchly et quelques autres.

En une cinquantaine d'années, les progrès techniques qui nous ont menés aux NTIC sont essentiellement les suivants :

- Une augmentation considérable des capacités mémoires des machines ;
- Une augmentation considérable des vitesses de traitement ;
- Une augmentation considérable des débits de transmission de données par réseau télécom ;
- La mise à disposition d'outils logiciels facilitant et accélérant la réalisation d'autres applications telles que les systèmes de gestion de bases de données, les générateurs d'applications, les outils de formatage de données, les langages orientés objet, etc. et, enfin ;
- Une adoption généralisée des mêmes normes industrielles et des mêmes protocoles de transmission de données, qui n'étaient pas forcément les meilleures qui se puissent concevoir, mais qui ont permis les interconnexions des équipements sur une large échelle, pour former aujourd'hui le réseau mondial.

Dans cette évolution, il est important de souligner que c'est naturellement la technique qui s'est mise au service de l'homme et qui a dû s'adapter à ses capacités cognitives. Par exemple, ce n'est qu'à partir du moment où l'on a su fabriquer des mémoires tampon à grande capacité et à accès rapide pour stocker les images que les applications images ont commencé à véritablement émerger. Toute tentative qui ne mettrait pas la technique au service de l'homme, c'est-à-dire au service de ses besoins réels, serait vouée à l'échec. La route de l'évolution des NTIC est jonchée de cadavres d'idées et de systèmes conçus par ceux qui avaient oublié ce principe de base. Il faut penser constamment à s'adapter à l'homme, à ses besoins et ses capacités cognitives. Sinon, nous risquons de perdre notre temps. Au début du siècle, les industriels n'avaient nul besoin de distribuer des Minitels gratuitement, de vendre des micro-ordinateurs à perte et d'offrir des accès à Internet à ceux qui n'en veulent pas pour susciter une demande. Ceux qui voyaient une voiture avaient envie de l'acheter car ils en percevaient immédiatement l'utilité matérielle. Ce fut pareil pour l'ampoule électrique et l'appareil photo. Des inventions comme le téléphone ou la bicyclette, la radio ou la télévision n'eurent jamais besoin de publicité pour se vendre. La demande était là. Or, Internet n'a fini par s'imposer aux foules qu'avec

une publicité inouïe. N'oublions pas que, même aux Etats-Unis, d'où Internet est parti, l'extension de ce réseau aux universités ne fit pas l'objet d'une demande " populaire " de la part des professeurs, des chercheurs ou des étudiants, ni même des administrations locales. L'infrastructure permettant de fournir des accès à Internet fut, au départ, entièrement financée par le gouvernement fédéral américain. Il est possible aussi que certains, aux Etats-Unis, aient voulu faire jouer aux NTIC le rôle que l'immobilier joua au Japon dans les années 80 à savoir celui d'une immense pompe à devises qui a attiré aux Etats-Unis l'argent nécessaire au financement de la dette extérieure. Toutefois, je préfère laisser à d'autres le soin d'analyser cet aspect des choses pour revenir à l'aspect informationnel des NTIC.

Nous observons aujourd'hui un décalage important entre le discours officiel faisant la promotion des NTIC et ce que les gens en font réellement. Malheureusement, on s'aperçoit que ce n'est pas la communication planétaire qui intéresse la plupart des utilisateurs mais les jeux, le cybersex et la possibilité de rester davantage en contact avec leurs amis et leurs proches comme le téléphone portable leur en offre la possibilité. Nous avons donc eu, et cela bien naturellement, il faut l'avouer, détournement des NTIC de leurs fins premières par la majorité des utilisateurs qui les ont replacés dans le cadre local de leur vie de tous les jours. Confrontés à un outil qu'ils n'avaient nullement sollicité au départ, ils ont fini par lui trouver un usage. Plutôt que d'aller à la découverte du monde et de créer les cybercommunautés réticulaires virtuelles, les NTIC leur ont permis de se recentrer davantage sur leur petit monde local, leurs préoccupations immédiates et leurs besoins ludiques.

Notre rôle ici est bien sûr d'aller au delà. Il est sans doute de conseiller les institutions pour identifier les enjeux réels et les potentialités des NTIC dans le cadre de nos espaces linguistiques et de laisser aux marchands la charge de servir les besoins précédemment cités. N'oublions pas que les buts des marchands ne sont généralement pas compatibles avec les nôtres. D'autre part, on peut distinguer en plus des objectifs mercantiles des objectifs politiques. L'information est l'arme absolue des temps modernes. Pour détruire une nation ou un homme, il suffit souvent de détruire sa représentation. Désormais, ce n'est plus le réel qui produit l'information, c'est l'information qui produit le réel. Les moyens modernes multiplient, divisent ou annulent la représentation des faits à volonté. Dans beaucoup de cas de compétition économique, politique ou même scientifique, la victoire n'est souvent qu'une question de positionnement de

l'information. Si l'on maîtrise toutes les informations du cerveau, on peut conditionner l'individu à volonté. Comme le sida, on peut arriver à tromper le système immunitaire qui lui fait confondre le vrai et le faux, l'ami de l'ennemi, le soi et le non-soi. Si la cible est un ennemi, on peut ainsi facilement la détruire. L'information est, souvent, le nouveau nom de la propagande. L'information nous permet de "mettre en forme" et si l'on nous donne une "forme" à la place de celle que nous donnerions nous-mêmes aux événements que l'on nous décrit, c'est souvent dans le but de nous leurrer. Nous pouvons être littéralement désinformés. Un ennemi peut ainsi pénétrer notre système d'information et prendre les commandes de notre système nerveux. Il pilotera alors notre cerveau. Dans ce type d'action, quand elle se déroule à l'échelle d'une société, les efforts individuels pour lutter contre cette agression pourront être facilement annihilés s'ils ne sont pas multipliés par les leviers d'un cadre stratégique global, défini par la société qui est la cible de l'attaque.

Le défi de la société de l'information doit être posé en termes de guerre de l'information, de guerre de représentation. Représenter, c'est rendre présent. Le manque de représentation rend absent à son propre environnement : à soi-même, et bien sûr aussi aux autres. Le pire peut être une représentation construite et diffusée par d'autres dans un but non amical. Or, notre représentation, si on la veut aussi exacte que possible, passe obligatoirement par nos langues respectives. Les peuples libres sont les peuples qui ont totale autorité sur leurs systèmes d'information. S'ils ne sont plus capable de faire la différence entre les informations qu'ils produisent et celles des autres, ils se retrouvent manipulés par les leurres de leurs prédateurs et se retrouvent à leur merci.

La guerre de l'information ne nécessite pas forcément l'usage des NTIC. Par contre, les NTIC peuvent l'amplifier mais nous permettent aussi, fort heureusement, de construire nos moyens de défense.

J'aimerais identifier pour vous quelques-uns de ce qui m'apparaît être de véritables problèmes liées à l'usage des NTIC.

Par exemple, il existe des différences très importantes de coût entre les informations ponctuellement utiles et celles auxquelles tout le monde peut avoir accès à n'importe quel moment et dont l'utilité est souvent contestable. L'information vraiment pertinente et immédiatement exploitable peut coûter très cher et demeurer ainsi hors de portée de la masse. Il existe donc un risque très net de voir se

développer des NTIC à deux vitesses : bas de gamme et gratuites pour le peuple. Haut de gamme et chères pour les favorisés.

Autre problème : le monopole anglo-saxon sur les grandes banques de données. Même si les Anglo-saxons étaient innocents de tout soupçon de volonté hégémonique, il n'empêche qu'un savoir s'exprimant uniquement en anglais occulterait progressivement les contributions des non Anglo-saxons et entraînerait nécessairement du révisionnisme dans l'Histoire de l'acquisition des connaissances. D'autre part, il annihilerait toute possibilité de progrès par spéciation intellectuelle. Nous aboutirions à une stérilisation au moins partielle de la créativité et à des contributions presque exclusivement techniques. Ce phénomène peut déjà être observé, et est souvent doublé d'attitudes mimétiques compulsives vis-à-vis des directions de recherche fixées dans les pays anglo-saxons.

Ce sont les contenus et rien d'autre qui favoriseront l'usage de nos langues sur la toile. Il faut donc favoriser la production de connaissances dans nos langues respectives et assurer le stockage adéquat de cette connaissance de façon à ce qu'elle soit accessible le plus facilement possible par le plus grand nombre. Il faut améliorer les moteurs de recherche, leur convivialité et leur puissance. Il faut aussi indexer systématiquement tous les sites disponibles dans nos langues respectives. Il est probable que ce type d'entreprise ne puisse fonctionner que sous égide gouvernementale comme la poste, puisqu'il s'agit de localiser des adresses du domaine public tout autant que du domaine privé, dans l'intérêt général des pays que nous représentons. Il faut généraliser l'apprentissage des outils permettant de mettre rapidement à disposition l'information qu'elle soit sous la forme d'un cédérom éducatif ou sur la toile. Il faut faire des banques de données en espagnol, en français et en portugais des étapes incontournables de n'importe quelle recherche d'information en ligne et discréditer la croyance que l'on doit nécessairement passer par les banques anglo-saxonnes de données pour obtenir une information complète sur un sujet donné. Enfin, il faut également procurer une plate-forme aux innombrables chercheurs du tiers monde qui produisent des connaissances dans des domaines non agréés par ceux qui veulent établir un monopole de l'information et favoriser l'émergence d'écoles de pensée concurrentes à celles que nous connaissons actuellement.

**JEAN TARDIF**

CONSULTANT EN RELATIONS INTERNATIONALES

**LE PLURALISME CULTUREL : UN ENJEU MAJEUR DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE  
PROJET D'UNE DÉMARCHE CONCERTÉE**

**E**n organisant autour des rapports entre cultures et mondialisation la première rencontre de représentants de trois aires linguistiques qui constituent une illustration éloquent du pluralisme culturel en même temps que de sa richesse, les responsables de ce colloque permettent d'amorcer des échanges sur des questions qui, loin d'être marginales, vont compter parmi les enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour répondre aux souhaits exprimés notamment par le président français et le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie lors de la séance inaugurale, cette heureuse initiative devrait conduire non seulement à faire avancer l'analyse de la complexité de ces enjeux, mais à engager une démarche concertée, orientée vers l'action et qui puisse illustrer le dynamisme nouveau qui peut naître de la diversité reconnue et partagée. C'est dans cette perspective orientée vers l'action et en m'inspirant de constats dégagés des communications préparées pour le colloque, que je propose, comme l'une des suites concrètes, la mise en place d'un groupe de travail chargé de stimuler les débats sur ces enjeux et de formuler des propositions articulées aux réunions de chacune des aires linguistiques.

L'objectif n'est pas de créer une nouvelle institution ni de reprendre les analyses sur les divers aspects du pluralisme culturel. Face à des enjeux communs liés aux questions d'identité, il s'agit de rechercher les moyens pratiques d'organiser un cadre approprié aux dialogues et aux échanges culturels à l'ère de la mondialisation qui, avec l'ère de l'information, en transforme profondément les conditions.

La question du plurilinguisme et du multiculturalisme comme la reconnaissance du statut des premières nations sont des aspects importants des questions d'identité auxquels il faut accorder une attention particulière. Mais on n'y parviendra pas sans les situer correctement dans la dynamique mondiale actuelle : il ne s'agit pas de combats particuliers, mais de composantes de ce qu'il conviendrait d'appeler *les enjeux géoculturels* pour bien prendre la mesure des défis à relever. Et les traiter avec la même importance qui est accordée aux enjeux géopolitiques et aux enjeux géoéconomiques, dans une perspective stratégique.

Personne ne conteste que les métamorphoses que connaît le monde sous l'impact de la technologie et de la communication comportent des conséquences *géopolitiques* majeures. La géographie garde son importance mais les frontières n'ont plus la même portée ni la même signification. Le système international mis en place depuis le Traité de Westphalie en 1648 est fondé sur la souveraineté des Etats à l'intérieur de frontières reconnues et il prévoit le règlement des questions extérieures par la voie de traités. Les institutions internationales on devrait plutôt dire inter-étatiques, mises en place il y a cinquante ans, peinent à relever les nouveaux défis. Les questions nouvelles comme l'environnement, le génome humain, la pluralité culturelle pour ne prendre que ces exemples, débordent la sphère de l'État et ne peuvent être réglées par la régulation classique.

Les conséquences des mutations en cours sont encore plus évidentes en ce qui concerne les enjeux géoéconomiques. Dans la sphère économique l'exigence des résultats est impérative. Le marché met en rapports immédiats les acteurs économiques et les oblige à rendre des comptes qui sont sanctionnés. La sphère économique et financière s'est largement affranchie de la régulation étatique et les deux cents entreprises mondiales qui ont un chiffre d'affaires équivalent au tiers de la richesse mondiale pèsent plus lourd que la majorité des Etats dans la conduite des affaires du monde. Ce sont les questions économiques qui dominent l'ordre du jour des réunions internationales et occupent la priorité réelle des diplomates.

La mondialisation comporte des conséquences non moins grandes pour les sociétés et les cultures dont l'interaction s'est démultipliée. On commence à s'apercevoir qu'elle entraîne à la fois un mouvement d'uniformisation et de différenciation : elle ne crée pas le "village global" mais plutôt un "globe de villages!". On est loin pour autant d'accorder aux *enjeux géoculturels* la même attention qu'aux enjeux



de sécurité ou d'économie. Pourtant, qui peut nier l'influence grandissante de l'écran, aussi bien sur l'exercice de la démocratie que sur les idées, les valeurs, les rêves : les modèles et les héros sont-ils aujourd'hui locaux ou produits par les écrans ? Ce phénomène comporte un rapport évident à l'identité et à la cohésion d'une société et est donc porteur d'enjeux non moins importants que la biodiversité ou la sécurité alimentaire. Est-ce faute d'instruments d'analyse adéquats qu'on semble s'en tenir à des analyses partielles de ces conditions nouvelles d'interactions entre économie, culture et identité, quand ce n'est pas à des caricatures : l'identité est réduite à sa dimension individuelle, présentée comme "replis identitaires", "crispations identitaires", "nationalisme rétrograde", cause de "prolifération d'états"... Comme si, dans ce domaine, la situation héritée du passé pouvait rester figée, le statu quo décrété dans un univers en ébullition.

L'identité est la dimension refoulée à l'heure de la mondialisation. Voilà qui empêche de reconnaître, comme le démontre bien Manuel Castells, que "la quête de l'identité contribue aussi puissamment que le changement techno-économique à modeler l'histoire"<sup>2</sup>. Faute de voir l'identité pour ce qu'elle est, un besoin humain fondamental de reconnaissance, une force positive, un élément majeur et constant de la dynamique mondiale, on se prive de pouvoir l'analyser dans une perspective stratégique, c'est-à-dire, sous l'angle des enjeux géoculturels.

A cet égard, il y a peut-être une exception majeure : les Américains. Ils récoltent aujourd'hui les fruits d'une stratégie explicitée dans l'accord Blum-Byrnes accompagnant le Plan Marshall et qui a fait de la promotion de leurs images, donc de leurs valeurs, l'un des trois piliers de leur stratégie internationale. Dans un article au titre provocateur "In Praise of Cultural Imperialism<sup>3</sup> ?", David Rothkopf a bien montré l'importance que les Américains accordent aux enjeux culturels dans la compétition mondiale. Lorsqu'il envisage d'éventuels "chocs de civilisations", l'influent politologue Samuel P. Huntington situe les enjeux culturels dans une perspective stratégique : n'affirme-t-il pas que l'intérêt d'un pays se définit en fonction de son identité nationale dont la dimension culturelle évolue avec le temps<sup>4</sup> ? Dans un ouvrage récent percutant, Jeremy Rifkin estime qu'avec "le passage du capitalisme industriel au capitalisme culturel" "... c'est moins le contrôle des ressources naturelles que l'accès aux cultures locales, à la culture mondiale, aux réseaux de communication qui est susceptible de susciter des conflits géopolitiques<sup>5</sup>".

Ce besoin humain irrépressible d'identité explique que la mondialisation entraîne une uniformisation grandissante à certains égards en même temps qu'une différenciation accrue. Le marché global ne crée pas une communauté-monde. Nul n'est citoyen du monde sans l'être d'abord d'une communauté locale et nationale. Chacun trouve son identité première dans une culture particulière qui, comme le liquide amniotique, lui fournit les moyens de son interaction avec l'extérieur. Acquise d'abord comme partie d'un héritage, l'identité doit constamment se définir et se construire dans des projets et des engagements à l'échelle locale, nationale, régionale et aussi – exigence nouvelle – à l'échelle planétaire. La nouvelle architecture d'appartenances multiples n'en supprime aucune, elle les articule de façon inédite. Elle exprimera le résultat évolutif de choix multiples, individuels et collectifs. Ce défi se pose aujourd'hui partout, dans des conditions propres à chaque continent, à chaque région, à chaque pays. A cet égard, les débats sur l'avenir de l'Europe, comme le projet d'Accord de libre échange des Amériques ou encore les débats sur la régionalisation continentale, répondent d'abord à des préoccupations de nature économique. Mais faute de pouvoir intégrer les préoccupations relatives aux logiques des identités, ces débats buteront sur des difficultés insurmontables. Parce que la culture englobe l'économie et non l'inverse. Jusqu'au milieu du vingtième siècle, la culture avait eu priorité sur le marché. La recherche d'un nouvel équilibre entre la sphère culturelle et la sphère marchande constitue l'un des défis les plus importants des échanges à l'heure de la mondialisation.

Défendre et promouvoir le pluralisme culturel – la diversité est une donnée de la nature, le pluralisme une conquête de la civilisation – ce n'est donc pas défendre le passé, le statu quo ou des identités figées, le fondamentalisme ou le relativisme, c'est au contraire défendre l'ouverture, le droit de pouvoir exercer ses choix individuels et collectifs dans des conditions suffisantes d'autonomie et sans contraintes extérieures déterminantes, y compris dans la possibilité de produire ou d'échanger ses diverses formes d'expressions culturelles. C'est un combat universel qui intéresse chacun et qui n'est dirigé contre personne. Qui vise à permettre à chacun de pouvoir exercer ses responsabilités, et à chaque société d'effectuer ses choix internes (multiculturalisme plus ou moins développé) et externes (pluralisme culturel en constante évolution), librement, dans le respect des valeurs communes à l'humanité. C'est seulement sur ce fondement de la responsabilité, que l'avenir des communautés humaines pourra être construit dans une interdépendance organisée et articulée à divers niveaux.

Il est évident que les conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer et se traduire ces choix individuels et collectifs sont aujourd'hui très disparates. En ce sens, le combat pour le pluralisme culturel rejoint celui pour le développement puisqu'il vise à réduire ces disparités dans un secteur crucial, en faisant appel à la responsabilité de chacun.

La multiplication des interactions entre les sociétés et les cultures va-t-elle provoquer des "chocs de civilisations" ou prendre la forme d'un affrontement entre "Djihad vs McWorld<sup>6</sup>" ? Ne doit-elle pas conduire, de façon plus responsable, à trouver les moyens pratiques d'organiser les interactions entre la logique fonctionnelle et utilitaire du marché et la logique des identités ? C'est-à-dire à accorder aux enjeux géoculturels une importance comparable à celle que requièrent les enjeux géopolitiques et géoéconomiques ?

La défense du pluralisme culturel dans une nouvelle architecture d'appartenances multiples, pose un défi considérable. C'est une question qui n'intéresse pas seulement l'Etat mais concerne les sociétés, les nations. C'est l'exemple même d'un enjeu de gouvernance globale, qui va obliger tous les acteurs concernés et pas seulement les pouvoirs publics à inventer des formules nouvelles permettant à chacun d'assumer pleinement sa responsabilité. Le président Chirac disait à l'ouverture du colloque que le rôle des pouvoirs publics est de favoriser un cadre qui réponde à ces nouvelles exigences. Relever ce défi comporte une exigence d'ouverture, car le repli est incompatible avec l'identité et la culture. Il faut avoir le courage d'aborder ces questions avec le regard fixé moins sur le passé que sur le présent et l'avenir : l'identité est toujours un enjeu d'avenir.

Où en sommes-nous à cet égard aujourd'hui ?

Les enjeux géopolitiques et les questions de sécurité sont pris en compte par les organisations internationales et le Conseil de sécurité des Nations unies. Les enjeux géo économiques occupent une place centrale et sont traités aussi bien dans les institutions de Bretton Woods qu'à l'OMC, au G7 ou au Forum économique mondial de Davos. Le Président Clinton a élevé la sécurité économique au même rang que la sécurité militaire dans la diplomatie américaine.

Les enjeux géoculturels sont abordés dans quels forums ? Le combat pour l'exception culturelle à l'OMC a eu le mérite de soulever le problème mais il se situe essentiellement dans la logique

commerciale. Certains voudraient voir l'UNESCO qui a déjà mené quelques réflexions sur le sujet, adopter une déclaration de principes sur la diversité culturelle : on peut s'interroger sur la portée d'une telle déclaration si les échanges culturels restent dans la pratique soumis aux seuls impératifs du commerce.

Comment aborder concrètement les enjeux géoculturels dans la dynamique mondiale actuelle ? Comment tirer de ces constats sur l'évolution en cours les enseignements qui permettront de concilier concrètement les exigences de la logique du marché efficace dans sa sphère à laquelle ne saurait se réduire le besoin humain d'échanger, et la logique des identités dans une dynamique mondiale qui déborde le cadre interétatique ? La réponse est à inventer et représente un enjeu majeur de la gouvernance mondiale : voilà un défi majeur du politique qui n'est plus l'affaire des seuls états.

L'objet de notre colloque n'est pas moins crucial que celui de la réunion de Rio de Janeiro sur l'environnement : le pluralisme culturel qui constitue l'écosystème humain serait-il moins important que la biodiversité ou le génome humain ? Pourrait-on en rester au stade des réflexions et des discussions ? La diversité représentée par les trois aires linguistiques fournit un cadre exceptionnel pour engager un processus de concertation sur ces enjeux, favoriser une prise de conscience élargie de leur importance et déboucher sur une stratégie permettant de mobiliser les ressources pour relever ces défis communs.

Puisque la question du pluralisme culturel déborde la sphère nationale, puisqu'elle concerne à la fois les acteurs publics, les entreprises privées, des acteurs civiques et sociaux, il faudrait engager une démarche qui leur permette de discuter directement et publiquement des enjeux en cause, de chercher à concilier leurs intérêts et à établir un cadre d'échanges culturels qui permette à chacun d'exercer ses responsabilités de façon efficace.

Ce processus pourrait être amorcé en mettant sur pied un groupe de travail, ouvert sur une base volontaire aux représentants de toutes les catégories d'acteurs concernés ainsi qu'aux autres aires culturelles intéressées, et dont les travaux seraient articulés aux grandes réunions des trois aires culturelles.

Certaines de ces échéances s'imposent déjà. Les francophones préparent une conférence des ministres de la culture à Cotonou en juin qui précède le Sommet qui traitera du dialogue des cultures à sa

réunion de Beyrouth en octobre. Le Forum universel des cultures qui se tiendra dans le cadre de Barcelona 2004 fournit une autre échéance pertinente.

Ce groupe de travail travaillerait de façon essentiellement virtuelle afin de :

- stimuler les débats structurés visant à définir les principes devant présider aux dialogues interculturels et aux échanges culturels ;
- mener les concertations visant à l'élaboration d'un régime spécifique pour les échanges interculturels (principes – mesures) ;
- proposer des initiatives permettant la mise en place d'organisations de responsabilité regroupant divers acteurs publics et privés autour de projets d'échanges culturels (alliances, réseaux, contrats...), y compris les mesures de financement adéquat.

Placé sous le parrainage d'un comité des responsables politiques des organisations partenaires et animé par un comité de pilotage chargé des orientations et de la coordination des travaux, ce groupe de travail amorcerait une concertation susceptible de faire progresser, notamment dans les trois aires culturelles, la prise de conscience de l'importance des enjeux géoculturels et de formuler des propositions originales permettant de leur donner la place et l'importance qui leur revient et contribuer ainsi à la maîtrise et à l'humanisation de la mondialisation.

- 
- 1 Brewster Khale, cité dans *Le Monde interactif*, 14 mars 2001.
  - 2 Manuel Castells, *La société en réseau*, tome 1, *L'ère de l'information*. Traduction française, Fayard, 1998, p. 25. Dans le deuxième tome au titre éloquent, *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, 1999, il présente une analyse approfondie des rapports de l'identité avec l'évolution actuelle et notamment dans ses rapports avec les communications et avec l'Etat.  
Francis Fukuyama : "L'économie n'est pas la seule force qui conduit l'histoire humaine. Il y a aussi la lutte pour la reconnaissance", *Le Monde des débats*, juin 1999.
  - 3 Dans la revue *Foreign Policy*, été 1997.
  - 4 "The Erosion of American National Interests", *Foreign Affairs* n° 76, septembre-octobre 1997.
  - 5 Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès. La révolution de la nouvelle économie*, traduction française, La Découverte, 2000.
  - 6 C'est le titre d'un ouvrage de Benjamin Barber, "*Djihad vs McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*", traduction française, Desclée de Brouwer, 1996.



**APERÇU DES PUBLICATIONS RÉCENTES DE  
L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE**

**Rapports des missions d'observation et d'information  
de la Francophonie**

Rapport de la mission d'observation de la Francophonie de l'élection présidentielle au Sénégal, les 27 février et 19 mars 2000

Rapport de la mission d'observation de la Francophonie des élections présidentielle et législatives en Guinée-Bissau, les 24 novembre et 16 janvier 2000

Rapport de la mission d'observation de la Francophonie des élections législatives au Niger, les 17 octobre et 24 novembre 1999

Rapport de la mission d'observation de la Francophonie de l'élection présidentielle en République centrafricaine, le 19 septembre 1999

**Actes**

Actes du Colloque "Francophonie – Monde arabe", Paris, 30 - 31 mai 2000, juin 2001, 394 p.

Actes de la Conférence régionale préparatoire à la IV<sup>e</sup> Conférence internationale sur les démocraties nouvelles ou rétablies, "Bilan des Conférences nationales et autres processus de transition démocratique en Afrique", Cotonou (Bénin), 19-23 février 2000, novembre 2000, 516 p.

Parlements et Francophonie, n° 110 (XXVI<sup>e</sup> Session ordinaire, Yaoundé, 6-8 juillet 2000), Assemblée parlementaire de la Francophonie, décembre 2000, 448 p.

Actes du séminaire conjoint Francophonie-Commonwealth, "Démocratie et sociétés plurielles", Yaoundé (Cameroun), 24-26 janvier 2000, novembre 2000, 200 p.

Actes du symposium "Coopérer pour la paix: le rôle des organisations régionales", Genève (Suisse), 27-28 octobre 1999, octobre 2000, 228 p.

Parlements et Francophonie, n° 109 (XXV<sup>e</sup> Session ordinaire, Ottawa, 6-8 juillet 1999), Assemblée parlementaire de la Francophonie, juillet 2000, t. 1 (130 p.) et t. 2 (247 p.)

Actes du colloque "L'OHADA et les perspectives de l'arbitrage en Afrique", Yaoundé (Cameroun), 13-14 décembre 1999, Bruylant, juin 2000, 306 p.

Compte rendu du colloque "Le maire, chef d'entreprise", Liège (Belgique), 13-14 mars 2000, Association internationale des maires francophones, juin 2000, 269 p.

Compte rendu de l'Assemblée générale de l'AIMF, "La jeunesse et la cité", Québec (Canada), 2-3 septembre 2000, Association internationale des maires francophones, mai 2000, 194 p.

Rapport d'activité 1999 de l'AIMF (Bureau du 13 mars 2000), Association internationale des maires francophones, mai 2000, 76 p.

Actes du séminaire "Aspects du contentieux électoral en Afrique", Cotonou (Bénin), 11-12 novembre 1998, Agence intergouvernementale de la Francophonie, novembre 1999, 409 p.

Actes du séminaire "La médiation et l'Etat de droit", Sofia (Bulgarie), 29 septembre-2 octobre 1998, Agence intergouvernementale de la Francophonie, novembre 1999, 317 p.

### **Ouvrages**

Audrerie Dominique, *Protection du patrimoine culturel dans les pays francophones*, Estem et Agence universitaire de la Francophonie, octobre 2000, 112 p.



Dumont Pierre et Santodomingo Christine, *Coexistence des langues dans l'espace francophone*, Agence universitaire de la Francophonie, août 2000, 112 p.

Abou Sélim et Haddad Katia, *Universalisation et différenciation des modèles culturels*, Université Saint-Joseph et Agence universitaire de la Francophonie, juillet 2000, 364 p.

Lelart Michel, *Finance informelle et financement du développement*, Fiches du monde arabe et Agence universitaire de la Francophonie, février 2000, 250 p.

Morin Jacques-Yvan, *Liberté et droits fondamentaux*, Bruylant et Agence universitaire de la Francophonie, octobre 1999, 726 p.



**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

28, rue de Bourgogne - 75007 Paris - France  
Tél. (33) 01 44 11 12 50 - Télécopie : 01 44 11 12 81  
<http://www.francophonie.org>